



# **RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023**

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Mot du Président</b> .....	<b>3</b>
<b>Couperin 2023 en bref</b> .....	<b>3</b>
<b>Organisation du consortium</b> .....	<b>5</b>
♦ Conseil d'administration (31 décembre 2023)	5
♦ Bureau Professionnel	6
♦ Organisation en départements	7
Département des négociations documentaires (DND) .....	7
Département Services et prospective (DSP) .....	7
<b>Le consortium Couperin à l'international</b> .....	<b>8</b>
<b>Les négociations documentaires</b> .....	<b>9</b>
♦ Pôle Grands comptes (GCO)	9
Négociation « Revues Elsevier » .....	9
Négociations bases bibliographiques.....	9
Négociations « Revues Springer » .....	10
♦ Pôle Lettres et sciences humaines	10
♦ Pôle Sciences & techniques	11
♦ Pôle Sciences de la vie	12
♦ Pôle Sciences économiques et gestion	12
♦ Pôle Logiciels	12
♦ Pôle Sciences juridiques et politiques	13
<b>L'enquête ERE</b> .....	<b>14</b>
<b>L'enquête APC</b> .....	<b>15</b>
<b>BivOAC, un projet pour améliorer le suivi et le reporting des dépenses APC</b> .....	<b>17</b>
<b>Services et prospective</b> .....	<b>19</b>
♦ Renforcement de la communication des groupes de travail	19
♦ La Cellule E-Books (CEB)	19
♦ Le Groupe de Travail sur la Science Ouverte (GTSO)	20
GTSO Interopérabilité et réseaux .....	20
GTSO Données .....	20
GTSO NegOA .....	21
GTSO Juridique.....	21
♦ Le Groupe de travail sur les Indicateurs (GTI)	23
Implication dans le projet COUNTER .....	23
Le travail sur les normes.....	23
<b>Le chantier de refonte ezMesure</b> .....	<b>24</b>
<b>Développer la Science ouverte</b> .....	<b>25</b>
<i>E-manuel</i> pour l'initiation aux études juridiques en accès ouvert.....	25
Soutien aux initiatives de Science ouverte .....	25
OpenAIRE .....	25
ORCID.....	25

# MOT DU PRÉSIDENT

---

Ce rapport d'activité Couperin 2023 témoigne de la vigueur du collectif de travail que représente le consortium.

L'activité des groupes de travail qui viennent en soutien des négociations, et s'investissent dans tous les aspects de l'activité éditoriale et des publications scientifiques, démontre combien le consortium offre un espace de réflexion et de partage d'expertise entre professionnels de l'information scientifique et technique. Les groupes produisent des enquêtes, des analyses, des conseils, des guides de bonnes pratiques et accompagnent chaque établissement membre dans l'élaboration de sa politique documentaire et de publication scientifique.

Outil efficace de mutualisation d'activités qui seraient traitées avec moins d'efficacité dans chaque établissement, Couperin met en œuvre des services grâce à ses permanents : le suivi des droits à publication acquis dans les accords globaux, la mise en œuvre de l'enquête sur les frais de publication (APC) exposée annuellement dans OpenAPC, la production des données chiffrées d'acquisition de documentation numérique pour l'enquête nationale ERE, la mise à disposition de statistiques d'usages. Ces services contribuent à doter les établissements d'indicateurs fiables pour conduire leur propre politique documentaire.

L'association a mis en œuvre les atouts de la mutualisation avec la convention de soutien aux infrastructures de Science ouverte, qui vise à simplifier et intensifier l'investissement des établissements dans la Science ouverte, jusque et y compris dans le soutien à des productions en accès ouvert, comme avec le futur manuel d'initiation aux sciences juridiques.

Alors que les éditeurs font évoluer leurs modèles économiques, et que les établissements doivent plus que jamais maîtriser leurs dépenses, l'énergie des négociatrices et négociateurs permet de freiner les dépenses documentaires. L'année 2023, aura été fortement marquée par la négociation en licence nationale avec l'éditeur Elsevier, dont les résultats sont salués en Europe par nos collègues d'autres *consortia*.

Chaque négociation est non seulement l'occasion de maîtriser davantage les dépenses mais également d'améliorer l'environnement éditorial pour le rendre plus conforme aux politiques publiques. La lettre de cadrage de Couperin rappelle les principes d'une édition vertueuse : des métadonnées de qualité, le droit à la fouille de textes, la mise en œuvre de la non-cession exclusive des droits d'auteur, l'utilisation à des fins de recherche et d'enseignement de l'intelligence artificielle, la conformité des statistiques d'usages aux normes internationales, le respect des normes d'accessibilité numérique. Tous ces chantiers conduits par Couperin font avancer l'écosystème éditorial français et international vers plus de liberté académique, plus de transparence et plus d'ouverture.

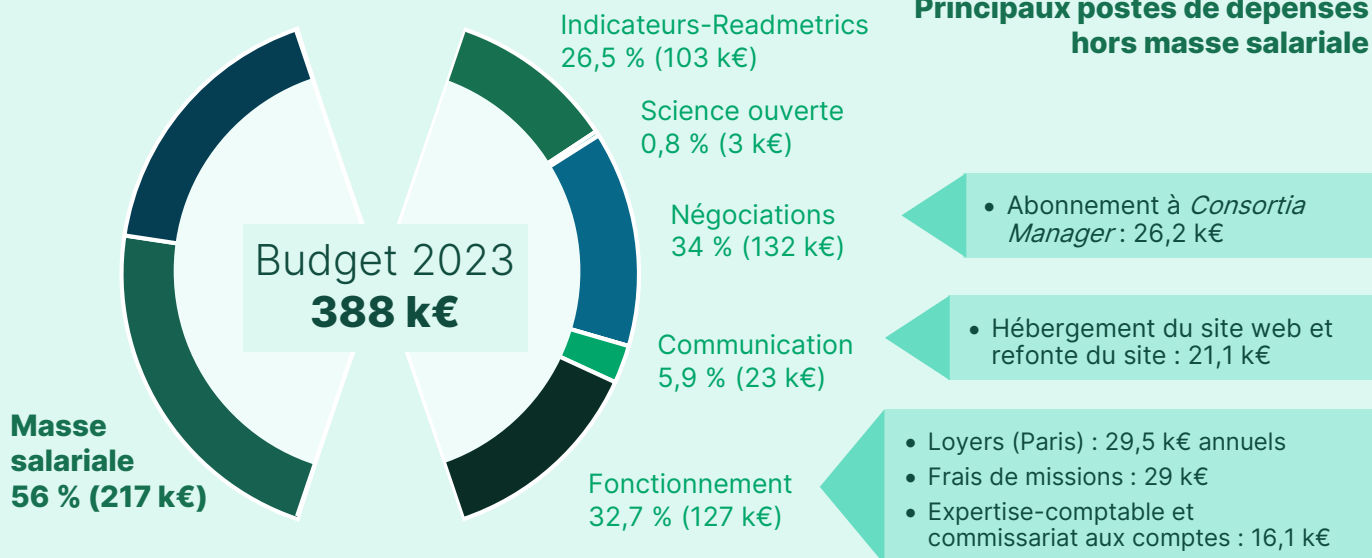
Si Couperin, fort de ses 376 ressources négociées pour ses 260 membres, tient une place privilégiée dans les établissements français, c'est aussi une voix de la France sur tous ces sujets à l'international : la participation des membres du Bureau professionnel à de nombreux travaux internationaux en témoigne.

Les valeurs fondamentales de mutualisation, de transparence, de diversité et de professionnalisme de Couperin se lisent au sein de toute son organisation, du Conseil d'administration aux groupes de travail, au sein du Bureau professionnel comme chez les permanents. Que chacune et chacun trouve dans ce rapport d'activités la reconnaissance de sa contribution au collectif.

Strasbourg, le 10 juin 2024,  
Michel Deneken, Président de Couperin,  
Président de l'Université de Strasbourg

# COUPERIN 2023 EN BREF

## DÉPENSES ANNUELLES



## RESSOURCES HUMAINES

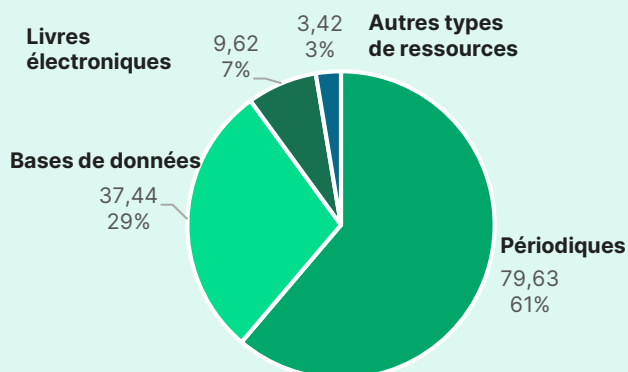
Permanents au 31/12/2023	Négociations 2023	Groupes de travail
<ul style="list-style-type: none"> <li>6 permanents CDI 5,6 ETP</li> <li>5 équivalents Cat A</li> <li>1 équivalent Cat C</li> <li>3 fonctionnaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>138 négociateurs des établissements membres pour 132 ressources (revues, e-books, bases de données ou logiciels)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>69 participants répartis dans 3 GT</li> </ul>



## ACTIVITÉS ET RÉALISATIONS

- Catalogue de **376 ressources** dont les tarifs et les conditions d'utilisation ont été négociés.
- Dépense documentaire de **130 M€** déclarés par les établissements en 2023, dont 75 % ont été négociés par les négociateurs du Consortium. (Résultat Enquête ERE 2023)

### Répartition des dépenses 2023 (M€ HT) déclarées par type de ressource électronique



**LinkedIn** 2259 abonnés

**X** 3384 abonnés

# ORGANISATION DU CONSORTIUM

Le Consortium unifié des établissements universitaires et de recherche pour l'accès aux publications numériques (Couperin) organise la négociation des ressources documentaires électroniques de l'enseignement supérieur et de la recherche en France en vue de leur acquisition. Il constitue un réseau d'expertise en Information Scientifique et Technique (IST). Les instances de gouvernance sont le Conseil d'Administration (21 membres élus) et le bureau professionnel (11 membres élus + président + trésorier + invités permanents).

## ◆ Conseil d'administration (31 décembre 2023)

<b>Collège A - Universités et assimilés</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Anne Fraisse (Université Montpellier Paul-Valéry)</li><li>• Christine Neau-Leduc (Université Paris 1 Panthéon Sorbonne)</li><li>• Olivier Simonin (INP de Toulouse)</li><li>• Michel Deneken (Université de Strasbourg)</li><li>• Xavier Leroux (Université de Toulon)</li><li>• Frédéric Fleury (Université Claude Bernard Lyon 1)</li></ul>
<b>Collège B - Organismes de recherche et assimilés</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Odile Hologne (INRAE)</li><li>• Audrey Legendre (IRSN)</li><li>• Michel Pohl (INSERM)</li><li>• Laurent Romary (INRIA)</li><li>• Sylvie Rousset (CNRS)</li><li>• Gilles Bordier (CEA) <i>jusqu'en novembre 2023</i></li></ul>
<b>Collège C - Grandes écoles</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• François Dellacherie (Télécom SudParis et Commission Recherche de la CGE)</li><li>• Anne Laurent (Polytech Montpellier – CDEFI)</li><li>• Nicolas Sauger (Sciences Po Paris – CGE)</li></ul>
<b>Collège D - Bibliothèques de recherche</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Sébastien Gaudelus (Bibliothèque nationale de France)</li></ul>
<b>Collège E - Établissements de santé</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Frédéric Riondet (Hospices Civils de Lyon)</li><li>• Nathalie Berriau (ASCODOCPSY)</li></ul>
<b>Les personnalités qualifiées</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Lidia Borrel-Damian (Science Europe)</li><li>• Lise Dumasy (ancienne présidente de Couperin)</li><li>• Carole Letrouit (Inspection générale de l'Éducation, du Sport et de la Recherche)</li></ul>
<b>Membres de droit avec voix consultative</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Trésorière : Maria Livia Cadis (Université Côte d'Azur)</li><li>• Trésorière-adjointe : Cécile Leroy (Université de Franche-Comté)</li><li>• Odile Contat (MESR)</li><li>• Françoise Rousseau Hans (CEA), Coordinatrice du Bureau Professionnel</li><li>• Christine Weil-Miko (INIST CNRS), Responsable département des Négociations Documentaires</li><li>• Marlène Delhaye (Aix Marseille Université), Responsable du département Services et Prospective</li></ul>
<b>Invités</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Nicolas Morin (ABES)</li><li>• Geneviève Almouzni (Académie des sciences)</li><li>• Martine Garnier-Rizet (ANR)</li><li>• Emilie Barthet (Université Paris-Saclay), co-coordinatrice du Bureau professionnel</li><li>• Adeline Rege (Université de Strasbourg), co-responsable du département des Négociations Documentaires</li><li>• Sébastien Perrin (École des Mines Paris-PSL), co-responsable du département Services et Prospective</li></ul>

## ◆ Bureau Professionnel

<b>Coordinatrices du bureau</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Françoise Rousseau-Hans, CEA</li><li>• Emilie Barthet, Université de Bourgogne</li></ul>
<b>Responsables Département négociations documentaires</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Christine Weil-Miko, CNRS/INIST</li><li>• Adeline Rege, Université de Strasbourg</li></ul>
<b>Responsables Département services et prospective</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Marlène Delhaye, Aix Marseille Université</li><li>• Sébastien Perrin, Mines Paristech</li></ul>
<b>Autres élus</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Cécile Bajard, Université Paris Est Créteil</li><li>• Sophie Brezel, Bibliothèque nationale de France</li><li>• Thierry Fournier, Université de Rennes 1</li><li>• Jacqueline Gillet, INRIA</li><li>• Elise Girold, BNU Strasbourg</li><li>• Christine Ollendorff, ENSAM</li></ul>
<b>Membres de droit</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Michel Deneken, président de Couperin, Université de Strasbourg</li><li>• Marie-Livia Cadis, trésorière, Université Côte d'Azur</li><li>• Cécile Leroy, trésorière adjointe, Université de Franche-Comté</li><li>• Jean-Jacques Flahaut, trésorier-adjoint, Université de Lille</li></ul>
<b>Invités permanents</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Catherine Breux-Delmas, Responsable du pôle SHS, BIU Sorbonne</li><li>• Emeline Dalsorg, Responsable du pôle SVS, BIU Santé Paris</li><li>• Grégory Colcanap, Responsable du pôle SJP et expert ISTEEX, BIU Cujas</li><li>• Claire Nguyen, Responsable du pôle SEG, Université Paris Dauphine</li><li>• Marie Nikichine, Responsable du pôle Logiciels, Université de Montpellier</li><li>• Adeline Rege, Responsable du pôle ST, Université de Strasbourg</li><li>• Sébastien Perrin, Animateur du groupe Science ouverte, Mines Paris-PSL</li><li>• Cédric Mercier, Animateur du groupe Science ouverte, Université de Paris-Saclay</li><li>• Dorothee Pain, Animatrice de la Cellule e-books, Université de Paris-Saclay</li><li>• Jacqueline Gillet, Animatrice du groupe GTI, INRIA</li><li>• Elise Girold, Experte COLLEX, BNU Strasbourg</li><li>• André Dazy, Coordinateur technique du département Services et Prospective</li><li>• Jérôme Kalfon, Coordinateur technique du département Négociations Documentaires</li><li>• Vincent Harnais, Collaborateur Couperin</li><li>• Valérie Larroque, Collaborateur Couperin</li><li>• Anne-Sophie Tagliavini, Collaborateur Couperin</li><li>• Thomas Porquet, Collaborateur Couperin</li><li>• Yannick Schurter, Collaborateur Couperin</li></ul>



## ◆ Organisation en départements

Le fonctionnement du consortium repose sur deux départements associés aux pôles de négociations et aux groupes de travail.

### Département des négociations documentaires (DND)

Le DND définit et coordonne l'action des négociateurs, tous issus des établissements membres ; il veille à la collecte et à l'enrichissement des données relatives à ces négociations, à l'usage et au coût des ressources électroniques, et les diffuse auprès des membres de l'association. Les négociateurs sont répartis au sein de 6 pôles thématiques.

#### Organisation du DND

##### Responsables :

- Christine Weil-Miko, Inist-CNRS
- Adeline Rege, Université de Strasbourg

##### Collaborateurs Couperin :

- Coordinateur technique : Jérôme Kalfon
- Vincent Harnais
- Valérie Larroque
- Anne-Sophie Tagliavini

#### Les pôles de négociation

- GCO – Grands comptes : Christine Weil-Miko, CNRS
- LSH - Lettres et sciences humaines : Catherine Breux-Delmas, BIU Sorbonne
- SEG - Sciences économiques et gestion : Claire Nguyen, Université Paris Dauphine
- SJP - Sciences juridiques et politiques : Gregory Colcanap, BIU Cujas
- ST – Sciences et techniques : Adeline Rege, Université de Strasbourg
- SVS - Sciences de la vie et santé : Emeline Dalsorg - BIU Santé Paris

### Département Services et prospective (DSP)

Le DSP est chargé de mettre en place des services à destination des membres et d'animer un réseau d'expertise sur les questions d'information scientifique et technique. Il vise à mutualiser les expériences et les projets dans les domaines suivants au sein de groupes de travail : la science ouverte, les livres électroniques et les indicateurs de pilotage des politiques documentaires numériques. Il est porteur ou partenaire des projets *ezPAARSE*, *ezMESURE*, *OpenAIRE*. Il co-pilote le consortium *Orcid-France*.

#### Organisation du DSP

##### Responsables :

- Marlène Delhaye, Aix Marseille Université
- Sébastien Perrin, Mines Paris-PSL

##### Collaborateurs Couperin

- Coordinateur technique : André Dazy
- Thomas Porquet
- Yannick Schurter

#### Les groupes de travail

- GTSO – GT Science ouverte (40 membres) : animateurs Sébastien Perrin, Mines Paris-PSL et Cédric Mercier, Université Paris-Saclay
- CeB - Cellule e-Book (10 membres) : animatrice Dorothee Pain, Université Paris-Saclay
- GTI-GT indicateurs (19 membres) : animatrice Jacqueline Gillet, INRIA

# LE CONSORTIUM COUPERIN À L'INTERNATIONAL

L'année 2023 a été marquée par un renforcement des liens le consortium Couperin et les *consortia* étrangers au sujet des négociations, ainsi que de participations à des manifestations internationales. Voici quelques points marquants.



## Participation à la 16<sup>e</sup> conférence de Berlin sur l'Open access

Les responsables du département des négociations documentaires (DND) ont participé à la 16<sup>e</sup> conférence de Berlin sur l'*open access*, organisée par la Max-Planck Digital Library dans le cadre de l'initiative OA2020. Elles ont ainsi pu contribuer à la rédaction du *Final statement* et apporter le point de vue de Couperin. Elles participent, depuis, régulièrement aux réunions mensuelles d'échanges entre négociateurs organisées par OA2020.



## Présentation du consortium Couperin à l'ICOLC en octobre 2023

Lors d'une table ronde de présentation des *consortia* européens, Emilie Barthet a décrit le fonctionnement de Couperin. André Dazy a présenté la convention de soutien aux infrastructures de Science ouverte.



## Présentation d'un poster sur le GTSO à la conférence Liber à Budapest en juillet 2023

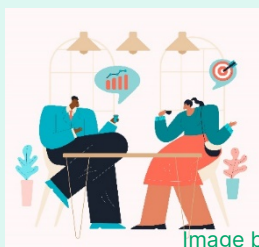


Image by freepik

## Échanges bilatéraux avec des collègues étrangers au sujet des négociations Elsevier

La négociation avec Elsevier a été l'occasion pour les responsables du DND de solliciter les réseaux professionnels internationaux pour organiser un benchmark des négociations à l'international. Des rencontres ont ainsi été organisées avec les collègues de plusieurs pays européens et américains.



## Participation au nouveau groupe de travail « Beyond article-based charges » piloté par la cOAlition S

Le DND, par l'intermédiaire d'Adeline Rege, co-responsable du département, participe enfin au groupe de travail « *Beyond article-based charges* » piloté par la cOAlition S, en partenariat avec le JISC et PLOS. L'objectif de ce groupe international, qui se réunit depuis septembre 2023, est d'identifier et d'analyser des modèles économiques équitables et ne reposant pas sur le principe d'un paiement d'article à l'unité, et de proposer des critères d'analyse. Les résultats de ce travail seront publiés à l'automne 2024.



# LES NÉGOCIATIONS DOCUMENTAIRES

## ◆ Pôle Grands comptes (GCO)

L'année 2023 a été très chargée pour le pôle avec notamment le renouvellement de trois groupements de commande portés par l'Abes : abonnement aux revues Elsevier et aux deux bases bibliographiques « *Web of Science/Clarivate* » et « *Scopus/Elsevier* ».



ELSEVIER

**La négociation Elsevier a abouti à un accord de lecture et de publication pour les années 2024-2027.**

**L'accord signé en avril 2024 par l'ABES intègre 241 établissements.**

### Négociation « Revues Elsevier »

Le travail sur la licence nationale Elsevier 2024-2027 a débuté fin 2022 avec une longue étape de préparation et d'analyse des données, croisant les données sur la production française issues des grandes bases bibliométriques, et celles fournies par l'éditeur. Toutes ces données ont dû être vérifiées et enrichies (BSO/*Unpaywall*) avant de pouvoir être mises en regard des dépenses françaises pour la publication en accès ouvert.

L'enquête de besoin préalable auprès des membres avec 169 établissements qui ont répondu a donné des indications sur les exigences tarifaires, les besoins en lecture et publication en accès ouvert, la nécessité de la conservation des droits d'auteurs, de l'archivage et de l'usage du TDM.

Les négociatrices, avec l'aide du groupe de travail NegOA, ont également entrepris en amont des discussions avec l'éditeur un important travail de benchmarking international en contactant des collègues européens et américains. Les informations stratégiques qui ont pu être partagées ont aidé à la définition des objectifs consortiaux présentés au conseil d'administration. Le mandat délivré aux négociatrices a été voté à la majorité en avril 2023.

Les premiers contacts avec l'éditeur ont commencé en mars 2023 et se sont poursuivis jusqu'en avril 2024 : un *memorandum of understanding* a été signé fin décembre 2023, pour garantir aux établissements un accès sans interruption aux revues de la *Freedom Collection*, BMF et *Cell Press*, et surtout permettre aux chercheurs de publier sans frais dans ces mêmes revues hybrides et full OA début janvier 2024.

Une attention particulière a été apportée sur les clauses d'utilisation de l'intelligence artificielle, la collecte des données utilisateurs par Elsevier, ainsi que les modes de cession, exclusive ou non, des droits par les auteurs lors du choix de licence de publication.

Dès le vote du mandat et tout au long des négociations, l'équipe de coordination de Couperin a proposé des webinaires d'information aux membres et partagé en toute transparence l'avancée des discussions. En parallèle du travail de l'équipe de négociation, un groupe de travail composé de membres issus du Conseil d'administration a analysé les propositions successives d'Elsevier avec les négociatrices pour définir ensemble un guide pour les négociations.

### Négociations bases bibliographiques

Malgré le développement progressif d'outils bibliométriques libres et compatibles avec la science ouverte, l'enquête auprès des membres a montré un besoin affirmé des outils commerciaux existants. Les négociateurs ont donc entamé comme à l'accoutumée les négociations en parallèle des bases de données citationnelles et les outils d'analyse bibliométriques des deux fournisseurs Clarivate et Elsevier.



Scopus®

**Groupement de commande 2024-2026 pour Scopus et l'outil d'analyse SciVal.**

### Renouvellement des accès à Scopus et à l'outil d'analyse SciVal

La négociation pour le renouvellement des accès à *Scopus* et à l'outil d'analyse *SciVal* a abouti à un groupement de commande 2024-2026 avec des taux d'augmentation à +3,5% par an. Historiquement basée sur le volume du chiffre d'affaires atteint, et malgré l'entrée de nouveaux membres, le désabonnement du CNRS, gros contributeur (21%) du marché précédent, n'a pas permis d'activer les remises sur volume ainsi à des taux d'augmentation dépassant les consignes de la lettre de cadrage.



**Groupement de commande 2024-2026 pour *Web of Science* et l'outil d'analyse *InCites***

## Renouvellement des accès à *Web of Science* et à l'outil d'analyse *InCites*

La négociation pour le renouvellement accès à *Web of Science* et à l'outil d'analyse *InCites* a abouti à un groupement de commande 2024-2026. Avec une évolution tarifaire respectant les consignes de la lettre de cadrage (+1.5% par an) et sans augmentation pour les gros établissements de recherche. Cet accord a vu le périmètre de ses membres augmenter. Il donne également accès à deux nouveaux index du *Web of Science* (depuis novembre 2023 pour les actuels abonnés) : *Dissertations & Theses Citation Index* et *PrePrint Citation Index*, et facilité l'export des données en levant toute limite d'utilisation de l'API *Wos Expanded* pour les abonnés *InCites*



**Négociation d'un accord mixte : abonnement simple ou abonnement *Publish and Read***

## Négociations « Revues Springer »

Pour répondre aux besoins différents des membres, le pôle a également négocié en 2023 un accord mixte pour les revues hybrides de Springer, permettant aux établissements de choisir entre un réabonnement simple sur un périmètre « lecture » renouvelé de 1300 titres ou un accord global de « lecture et publication » sur plus de 2000 revues.

Négocié pour 3 ans (2024-2026) avec une possibilité de reconduction expresse en 2027, l'accord autorise une bascule vers l'accord global qui débutera en juillet 2024, pour les établissements qui le choisiront.

Les négociateurs ont longuement discuté avec les équipes juridiques de Springer pour sécuriser les licences d'utilisation et notamment modifier la portée des termes initialement proposés par l'éditeur quant à l'utilisation de l'intelligence artificielle générative. Une définition commune de l'intelligence artificielle a été adoptée et il a été convenu que Couperin et Springer dialogueront tous les 6 mois autour des évolutions juridiques et technologiques concernant l'IA, et adapteront si nécessaire la licence d'utilisation en fonction de ces évolutions.

L'évolution de l'accord global, choisi par 17 établissements à son début, sera examinée avec attention, tant sur la part de la production de ces établissements qui sera ouverte, que sur la structuration du modèle définissant le coût à partir d'un APC moyen et de frais de lecture.

## ◆ Pôle Lettres et sciences humaines

**Une nouvelle négociation pour ARTE Campus.**

**Des augmentations raisonnables pour les offres négociées en Lettres et sciences humaines.**

**Reconstitution du groupement de commandes JSTOR pour 2024-2027, à un prix acceptable grâce à une subvention CollEx.**

Malgré un contexte d'inflation générale et une grande diversité de taille et de complexité des négociations en LSH, peu de négociations ont finalement posé problème.

Une seule nouvelle négociation a été lancée à la demande des établissements pour ARTE Campus dont les tarifs prenaient des proportions inquiétantes. Les négociatrices de la Médiathèque numérique du même éditeur l'ont prise en charge et ont obtenu de très bonnes conditions. 10 établissements se sont abonnés pour l'année. Une enquête d'intérêt a été également diffusée pour la plate-forme *Torrossa (Erasmus)*, mais elle n'a pas recueilli suffisamment d'intentions d'abonnements pour justifier une négociation.

Peu d'éditeurs ont reconduit des offres sans augmentation, seuls *Assimil*, *Vocabulaire* et *BiblioOndemand* restent dans cette catégorie. En 2023 la *Médiathèque numérique d'Arte*, *Le Robert*, *My Cow* et *Universalis* ont rompu avec cette politique pour proposer 2.5 à 3 % d'augmentation.

D'autres ont poursuivi une politique consistant à proposer des augmentations raisonnables limitées à 2 ou 3% (*Brepols*, *Brill*, *Muse*, *Retronews*, et les produits diffusés par EBSCO comme *Socindex* et *Historical abstracts*, *MLA*.)

Enfin quelques éditeurs annoncent des prix stables avec des exceptions pour certaines collections, comme *Numérique Premium* et les subtilités de son bouquet intégral ou des ajouts de tranches tarifaires supérieures comme les *Classiques Garnier* qui reclassent dans ces tranches les établissements interuniversitaires, contre leur gré.

La négociation la plus importante de l'année a été la reconstitution du groupement de commandes *JSTOR* pour 2024-2027, avec pour difficulté une nouvelle grille tarifaire de l'éditeur. La prise en compte des achats d'archives par une subvention CollEx a permis de quasiment gommer les hausses proposées pour la durée du groupement de commandes.

### Pas de bascule vers les accords globaux cette année pour les revues

Les relations sont restées incertaines avec les éditeurs de revues notamment dans le contexte des propositions d'accords globaux de « lecture et publication » (Accords *Publish and Read*).

Les échanges, suspendus en 2021 avec *Oxford University Press* et *Sage*, avaient repris en 2022 et se sont poursuivis en 2023. L'offre *Oxford*, uniquement en lecture, a été validée ; elle reste complexe mais propose une facturation unique par établissement. *Sage* souhaitait parvenir à une offre nouvelle mais reste finalement attaché aux titres gagés avec une augmentation de 4% jugée irrecevable. Malgré une équipe de négociateurs énergique cette négociation reste insatisfaisante et mobilisera les négociateurs et établissements en 2024.

Enfin les négociations avec *Taylor & Francis* ont repris à la faveur d'un changement de l'équipe commerciale et de l'équipe de négociation. Un accord de transition était toujours en cours jusqu'en 2025 mais l'objectif est de parvenir à une offre *Publish and Read* pour 2026.

## ◆ Pôle Sciences & techniques

**Le développement des accords avec une composante de science ouverte se confirme :**

- Accord ACM
- Accord ACS

**De nouveaux enjeux viennent s'ajouter aux négociations : analyse des données de publication, des dépenses d'APC, du workflow de l'éditeur et des licences de publication**

### En 2023, 15 ressources ont été négociées par les négociateurs du pôle S&T

Le respect des exigences tarifaires de la lettre de cadrage a constitué un enjeu très fort des négociations. Au final, seules 6 ressources connaissent une inflation inférieure ou égale à 2% et une seule ressource ne connaît pas d'inflation. Le contexte économique mondial, le retour à des pratiques inflationnistes après les années de modération tarifaire lors de la pandémie de Covid-19, l'évolution des modèles économiques avec l'intégration des publications scientifiques ont contribué à cette hausse globale des tarifs. La persévérance des négociateurs et la mobilisation des établissements ont, dans plusieurs cas, permis de limiter les hausses et d'aboutir à des propositions plus raisonnables (*AIP, ACM, ACS, Optica*).

Le développement des accords avec une composante de science ouverte se confirme, puisque 2023 a été marquée par l'aboutissement de la négociation avec ACM pour mettre en place un accord global de publication en accès ouvert et de lecture, l'éditeur ayant annoncé son basculement vers le *full open access* et la fin des abonnements pour 2025. Dans le cas d'ACM, la principale difficulté pour les négociatrices a été d'élaborer un modèle tarifaire adapté à la situation française. Un autre accord, original, a été conclu avec l'ACS, qui permet aux auteurs de correspondance des établissements abonnés à la collection complète (*All Publications*) de déposer leur manuscrit auteur accepté sans embargo avec une licence *CC-BY* en archive ouverte.

Les négociations du pôle se caractérisent par une « extension du domaine de la négociation ». Dans le cas des accords avec composante de science ouverte, les négociateurs doivent analyser les données de publication, les dépenses d'APC, le *workflow* de l'éditeur, *etc*. Une vigilance toute particulière doit être portée à de nouveaux enjeux :

- les licences de publication signées par les auteurs, car nous constatons que les cessions de droits exclusives perdurent, même en cas de publication en accès ouvert ;
- les restrictions appliquées par les éditeurs à l'utilisation de leurs contenus en combinaison avec des outils d'intelligence artificielle, notamment générative.

## ◆ Pôle Sciences de la vie

La mise en place d'accords pluri-annuels a beaucoup aidé à la maîtrise des coûts.

Avec 21 négociations réparties sur 22 négociateurs, le pôle a été relativement stable. La campagne de négociations s'est déroulée de façon assez similaire aux années précédentes avec globalement une stabilisation des prix ou une très légère augmentation. La mise en place d'accords pluri-annuels a beaucoup aidé à la maîtrise des coûts.

Certains éditeurs ont en revanche proposé des offres ne respectant pas la lettre de cadrage de Couperin avec de fortes augmentations sans justification acceptable. Nous retrouvons ici des éditeurs anglo-saxons coutumiers de cette pratique.

Dans certains cas, la solidarité consortiale a bien fonctionné et a permis de réduire l'augmentation prévue, comme avec l'offre JAMA. Pour d'autres, l'offre soumise aux clients Couperin a été acceptée par les membres et validée. Souvent dans ce cas, le caractère incontournable de la revue et/ou le peu d'augmentation en valeur absolue ont fait balancer les membres Couperin en faveur de la validation.

Reste le cas particulier du BMJ dont l'offre n'a pas été validée car trop éloignée de la lettre de cadrage pour la 2<sup>e</sup> année consécutive, malgré le travail fait par les négociateurs. L'accord achoppe toujours sur l'augmentation élevée demandée par l'éditeur et son exigence d'un groupement de commandes. L'éditeur pousse à la mise en place d'un accord *Read and Publish* qui rencontre actuellement peu d'engouements chez les membres Couperin.

L'année 2024 est l'année de fin de nombreux accords pluri-annuels, il existe donc un risque de « rattrapage » en 2025 des prix.

## ◆ Pôle Sciences économiques et gestion

Le développement des négociations autour de la presse se confirme

En 2023 pour l'année 2024, 22 ressources ont été négociées par 15 négociateurs.

L'inflation a constitué un enjeu fort avec 6 ressources au-delà de 2% d'inflation, et 6 ressources qui n'ont pas connu d'augmentation. L'année 2024 est marquée par le passage en accès libre et gratuit d'*ioECD Library* (sans les statistiques de l'IAE qui restent commercialisées à part) au 1er juillet.

Le développement des négociations autour de la presse se confirme (lancement de l'offre *Cafeyn* et du *Monde*, amorce des négociations avec *BiblioOndemand* concernant l'agrégation de contenus de *Radio France* et de l'INA, transférées au pôle SHS). L'expérience usager (confort et fonctionnalités de lecture et de navigation) a été au cœur des discussions avec *Europresse*.

**Les fonctionnalités et les services (statistiques notamment) restent un enjeu important des négociations avec les éditeurs français en général (*Alternatives économiques, Infoprodigitale, Cyberlibris*).**

## ◆ Pôle Logiciels



Un nouveau pôle de négociation pour les outils accompagnant l'utilisation de la documentation.

Opérationnel depuis le 1er janvier 2023, le pôle logiciels a pour vocation de négocier les outils accompagnant l'utilisation de la documentation.

En 2023, 4 ressources ont été négociées par 7 négociateurs pour l'année 2024. Toutes les négociations n'ont pas pu aboutir : seules 2 offres ont été diffusées pour 2024, dont une première offre pour la solution d'authentification *SaaS EzProxy*. Deux enquêtes menées auprès des membres Couperin ont permis de dégager de nouvelles priorités de négociation, parmi lesquelles *Affluences, Electre* et *Open Athens*.

En plus d'un travail de négociation, les membres du pôle logiciels ont également conduit une activité de veille et d'information. Le pôle logiciels a organisé un webinaire sur les outils facilitateurs d'accès et commence à structurer les échanges autour des solutions d'authentification pour la documentation électronique, par l'intermédiaire d'un groupe de travail dédié.

## ◆ Pôle Sciences juridiques et politiques

### Mise en œuvre de l'accord avec Lexis Nexis : des avancées sur les services

### Métadonnées et statistiques : des enjeux majeurs pour les ressources juridiques.

En 2023, sur les onze ressources portées par le pôle, quatre ont fait l'objet d'une négociation aboutissant à un accord pluriannuel : Stradalex (2024-2025) ou à un accord d'un an : Lextenso, Elnet, Contexte. Faute d'interlocuteur, il n'a pas été possible d'engager de réelle négociation avec Westlaw pour les établissements en contrat annuel ; la négociation de la ressource Contexte s'arrête, l'éditeur ayant décidé d'y mettre un terme.

La mise en œuvre de l'accord avec Lexis Nexis a permis des avancées sur les services. Le marché avec Lexis Nexis, adossé à un groupement de commandes de quatre ans (2023-2026) porté par l'Abes, a été notifié. Cet accord comprend plusieurs volets qualitatifs : la fourniture de fichiers KBart pour alimenter la base Bacon, l'adoption du guide de bonnes pratiques Counter pour la fourniture de statistiques d'usage avec une certification de l'éditeur et enfin une analyse d'opportunité concernant la fourniture à l'Abes des métadonnées des ressources, qui seront exposées dans Scienceplus. Ces différentes prestations doivent se déployer au cours du marché avec des dispositions financières en cas de non réalisation selon un calendrier contractuel. Plusieurs réunions ont été organisées, et à la fin de l'année 2023, le volet KBart était bien avancé, le volet Counter était en cours d'instruction, la date de fourniture de statistiques étant programmée à 2025 ; enfin l'analyse juridique rédigée par l'éditeur sur les risques et les opportunités liées à la fourniture de métadonnées a été refusée par l'Abes et Couperin, l'éditeur n'ayant pas pleinement rempli ses obligations en termes de prestation attendue.

Les métadonnées et les statistiques deviennent des enjeux majeurs pour les ressources juridiques. La maîtrise des évolutions tarifaires demeure une priorité, à laquelle s'ajoutent deux enjeux spécifiques aux éditeurs juridiques :

- la mise à disposition des métadonnées décrivant les contenus des bases de données, à la fois les fichiers KBart et les métadonnées des articles et chapitres d'ouvrages pour Scienceplus, afin d'alimenter les outils de découverte *via* cette plateforme publique,
- la fourniture de statistiques d'usage normalisées (standard Counter et *Sushi*).

Les statistiques d'usage représentent un élément important pour construire des indicateurs et établir une politique documentaire correspondant aux besoins et aux pratiques des usagers. Ce besoin est d'autant plus important avec le développement d'outils communs et partagés à la sphère ESR comme le programme ezCounter et le lien qui a été établi entre cette plateforme et l'ESGBU.

Les métadonnées sont nécessaires au référencement des contenus des bases de données dans les catalogues de bibliothèques donc à leur visibilité pour les étudiants, enseignants et chercheurs.

Malgré les demandes répétées formulées par les négociatrices depuis de nombreuses années sur ces deux sujets et l'important travail mené par l'ABES avec les éditeurs sur la question des métadonnées, les avancées ne sont pas encore à la hauteur des besoins des publics académiques.

Le dialogue entamé depuis plusieurs années se poursuivra en 2024, les négociatrices du consortium adoptant une position plus contraignante que les années précédentes. La réitération d'une fin de non-recevoir à nos demandes n'est plus acceptable, l'édition juridique française doit adopter les standards internationaux de l'édition, en vigueur dans pratiquement tous les autres secteurs disciplinaires.

# L'ENQUÊTE ERE

L'enquête annuelle sur les ressources électroniques (Enquête ERE) s'adresse aux établissements de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Elle a pour objectif de recenser les moyens (€ HT) consacrés en France aux ressources électroniques (acquisitions pérennes et abonnements), qu'elles soient ou non négociées par le consortium Couperin. Elle couvre les dépenses pour différents types de produits : les revues électroniques, les livres électroniques, les bases de données et les logiciels. Le consortium Couperin est chargé par le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche de la collecte des montants avant leur publication en libre accès sur la plateforme ouverte data.gouv.fr.

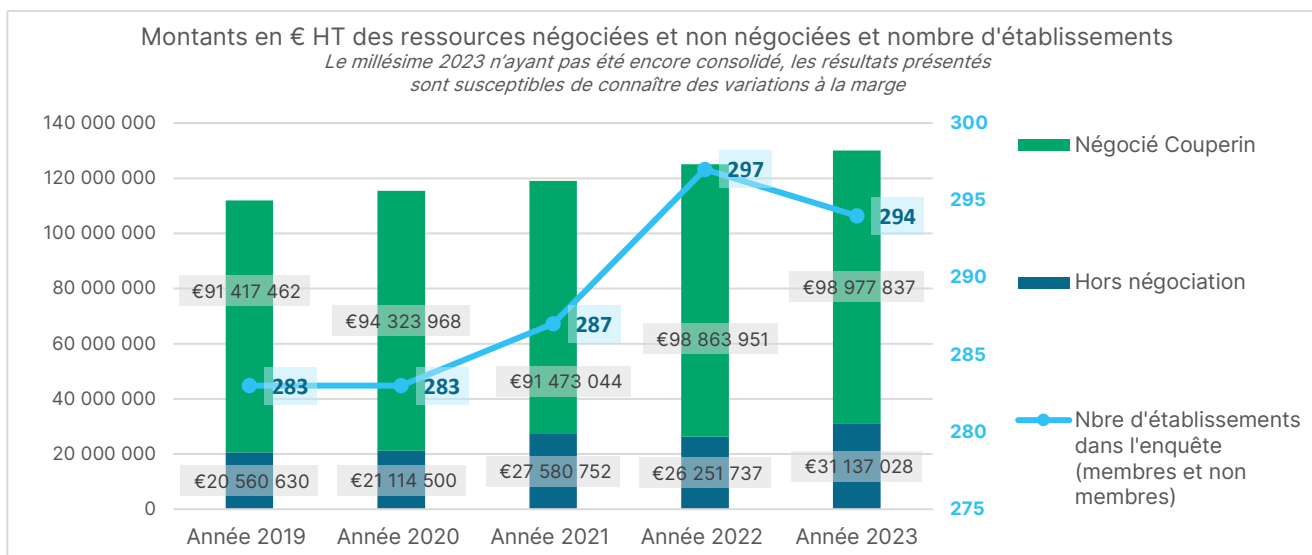
## Un taux de réponse en croissance : 95% de répondants

Depuis l'adoption de *Consortia Manager*, le taux de réponse qui était d'environ 75% a bondi pour dépasser ces deux dernières années un taux de réponse de 90%. Un long travail de relances permet d'améliorer considérablement ces taux (en 2023 environ 100 établissements ont fait l'objet de mail de relance ou de demande de corrections).

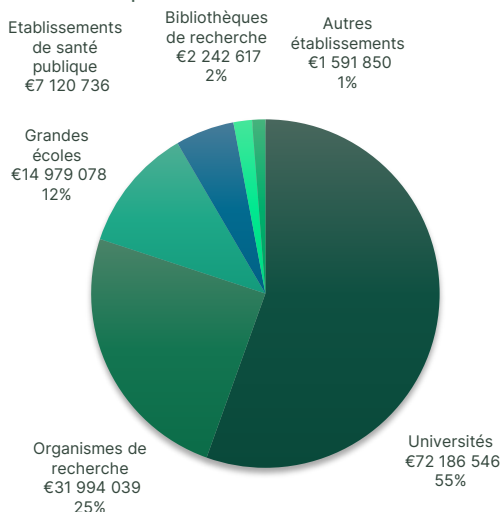
Taux de répondants ERE par année	
2023 :	95%
2022 :	91%
2021 :	79%
2020 :	76%
2019 :	83%

## 130 millions d'euros de dépenses documentaires en 2023

Le chiffre d'affaires total en 2023 serait de 130 millions d'euros contre 125 en 2022. La hausse visible de 5 millions environ, portant que sur les montants des ressources non négociées, n'est pas obligatoirement une hausse de la dépense. Elle peut également être due à un meilleur taux de remplissage de l'enquête par les membres. Une analyse plus fine pourra répondre à la question.



## Répartition des 130 M€ en 2023



## Des répartitions stables : maintien des équilibres

Que ce soit sur la répartition par type d'établissement ou des équilibres par type de ressource, on constate la très grande stabilité d'une année sur l'autre. La très grande stabilité des dépenses en périodiques est particulièrement notable avec un chiffre d'affaires alternant entre 62 et 63 millions d'euros HT sur 5 ans.

De même, entre le millésime 2022 et celui de 2023, on trouve les mêmes éditeurs et les mêmes établissements dans le top 10 des chiffres d'affaires.

En savoir plus : <https://www.couperin.org/services-et-activites/enquetes/les-enquetes-annuelles-sur-les-ressources-electroniques-ere-de-2019-a-2022/>

# L'ENQUÊTE APC

Coordonnée par le consortium Couperin depuis 2016, l'enquête APC vise à suivre l'évolution des dépenses en APC (*Article Processing Charge*), réalisées par les laboratoires, pour la publication immédiate en libre accès d'articles scientifiques, ainsi que des autres frais annexes liés aux illustrations en couleur, au nombre de pages, etc. Elle repose sur une méthodologie commune, s'appuyant sur l'analyse de données comptables et donc sur des montants réellement dépensés.

## Une chaîne de traitement améliorée

Cette année, le travail réalisé par l'équipe APC de Couperin pour la vérification et la consolidation des données transmises par les établissements, a gagné en efficacité grâce à la mise en place d'une nouvelle chaîne de traitement s'appuyant sur la récupération de métadonnées Unpaywall, OpenAlex et BSO *via* un algorithme développé dans le cadre du projet BivoAC.

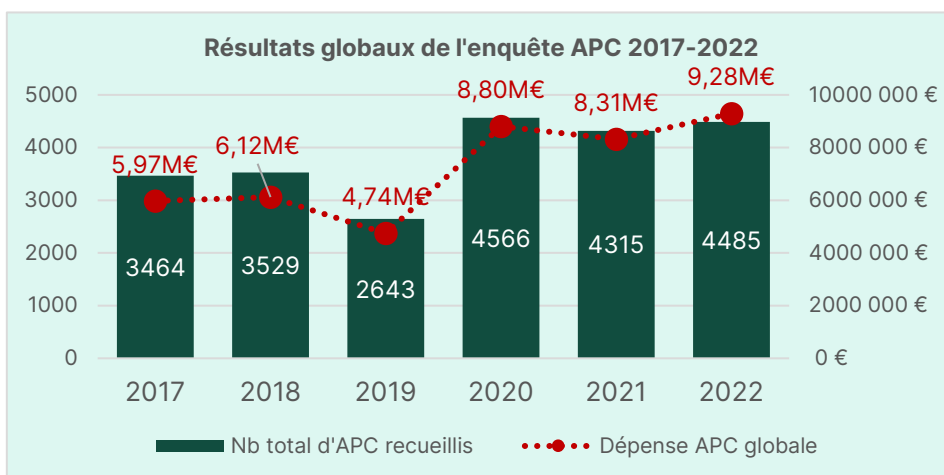
## Une baisse du nombre de répondants mais une dépense globale en augmentation

Le nombre de répondants est en baisse en 2022 (75 contre 91 en 2021). Cependant, la dépense globale enregistre une hausse de près d'un million d'euros pour un nombre total d'APC recueillis relativement proche.

Malgré un noyau dur de 55 établissements répondants permanents depuis 2017, l'absence de réponse depuis plusieurs années d'établissements à forte intensité de publication ainsi que la difficulté à sensibiliser les CHU ne permet de dessiner qu'un paysage partiel des dépenses en jeu.

**Difficulté à sensibiliser de nouveaux répondants**

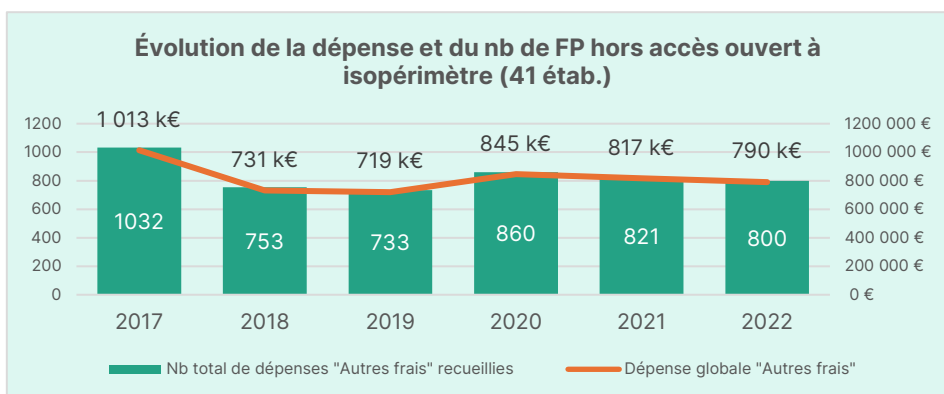
**Une baisse du nombre de répondants mais une dépense globale en augmentation**



## Stabilité des frais annexes identifiés et de la dépense associée

Le nombre et les dépenses relatives aux frais annexes continuent d'afficher une certaine stabilité. Il ne semble pas y avoir une envolée des tarifs proposés par les éditeurs, ni même une augmentation de ces pratiques comme en atteste l'analyse à périmètre constant d'établissements (41 établissements).

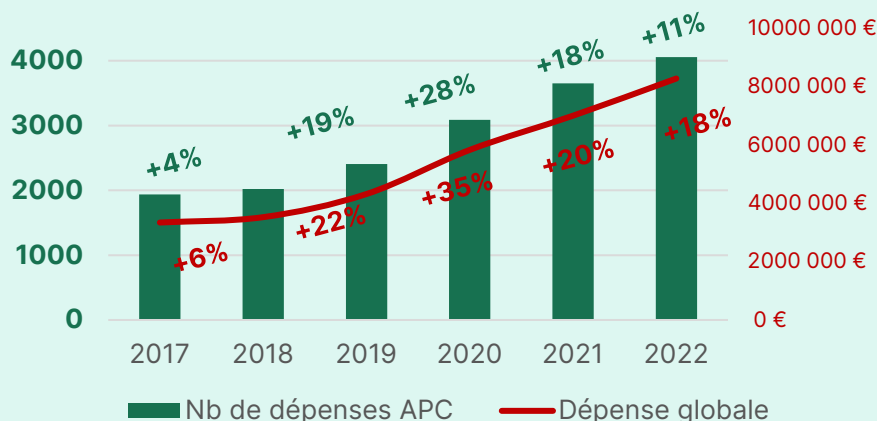
**Elsevier, IEEE et Wiley couvrent cette année encore plus d'un tiers des dépenses recueillies pour des frais annexes.**



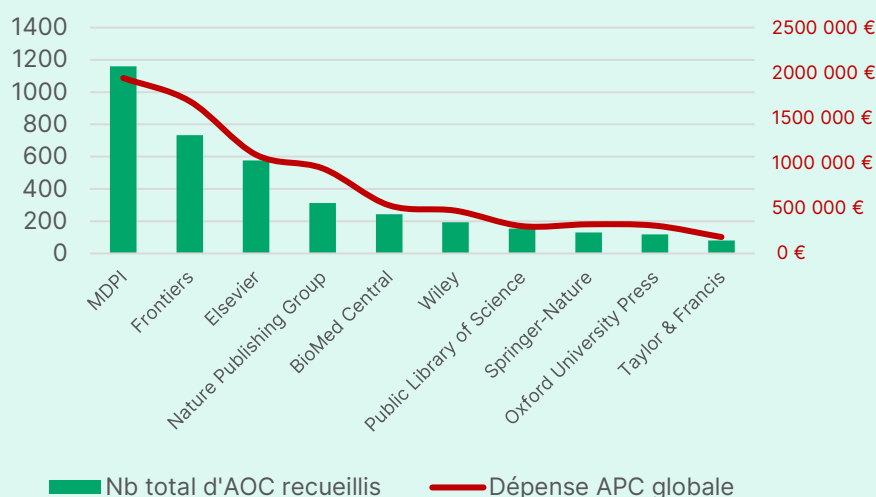
# Résultats marquants de l'enquête APC

Evolution du nb d'APC et de la dépense à périmètre constant d'établissements (55)

Une augmentation constante et considérable du nombre d'APC identifiés et de la dépense associée à périmètre constant d'établissements



Les 10 premiers éditeurs de l'enquête 2022



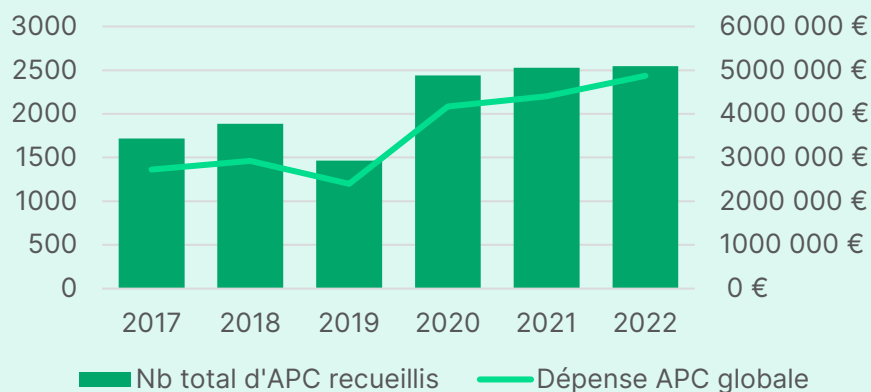
**MDPI toujours 1<sup>er</sup> et Frontiers gagne du terrain.**

Le classement des dix premiers éditeurs arrivant en tête des résultats en 2022 est très proche de celui de 2021. MDPI et Frontiers conservent respectivement la première et deuxième position - et ce depuis quatre ans - suivis d'Elsevier. À eux trois, ils représentent plus de 57% du nombre total d'APC collectés en 2022. La seule différence notable dans ce classement par rapport à l'année précédente est l'entrée de Taylor & Francis et la sortie de Copernicus

Évolution du nb d'APC recueillis et de la dépense globale chez les éditeurs full OA

**Augmentation de la dépense APC chez les éditeurs full OA**

Entre 2021 et 2022, le nombre d'APC identifiés chez les éditeurs full OA est à peu près constant. La dépense APC globale connaît quant à elle une augmentation significative d'environ 10% passant de 3,9 M€ en 2021 à 4,3 M€ en 2022.



Pour aller plus loin : mise en place d'un tableau de bord Power BI présentant les résultats de l'enquête APC 2017-2022 [Lien](#)



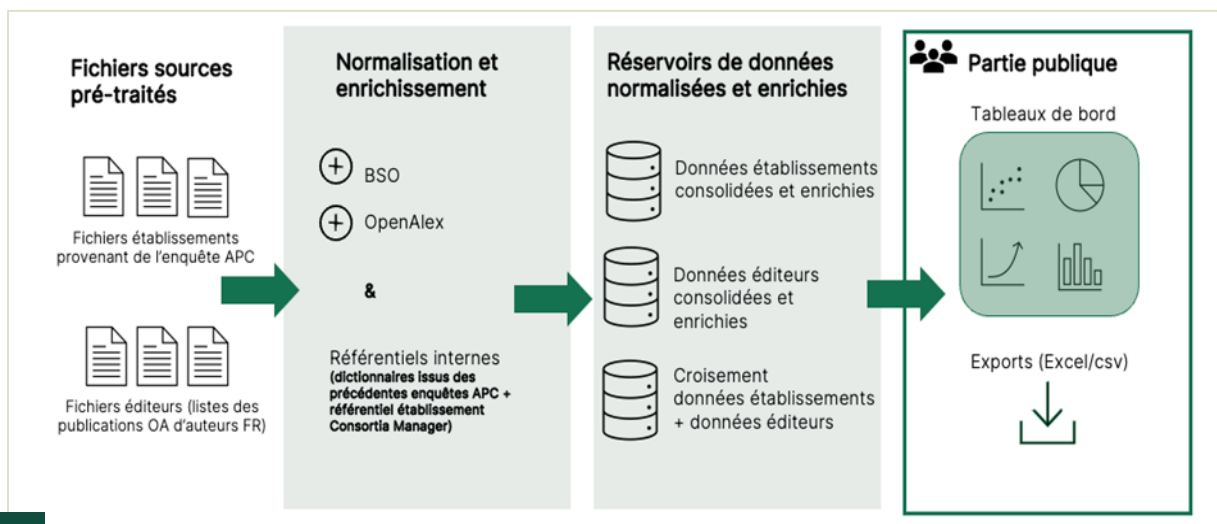
# BIVOAC, UN PROJET POUR AMÉLIORER LE SUIVI ET LE REPORTING DES DÉPENSES APC

Face à l'impact du développement de la science ouverte dans les négociations, Couperin a initié un projet visant à mettre en place un outil pour le suivi des publications françaises en accès ouvert. Baptisé BivOAC (pour Base pIVot pour le suivi des APC et de l'Open Access de Couperin), ce projet a bénéficié du soutien du FNSO et a donné lieu, en juin 2023, au recrutement d'un développeur, pour une période de 9 mois, ainsi qu'à la constitution d'une équipe projet composée de permanents du consortium.

L'objectif de BivOAC est de :

- mettre en place une base de référence permettant l'agrégation et l'enrichissement des deux sources de données dont dispose le consortium dans le cadre de ses activités : 1/ les données de publications françaises fournies par les éditeurs en négociation avec Couperin, 2/ les dépenses APC associées à des publications, fournies par les établissements dans le cadre de l'enquête annuelle sur les dépenses coordonnée par le consortium.
- proposer en sortie une visualisation dynamique de ces données dans un outil *ad hoc* permettant de générer des rapports homogènes par éditeur et établissement.

Les utilisateurs alors envisagés sont principalement l'équipe APC et le Département des Négociations Documentaires de Couperin, et plus largement les établissements et le MESR.



**Chaîne de traitement prévue**

## Rétroplanning du projet

Le projet comporte 5 étapes. À l'issue des 9 mois de projet, seule la première étape (et dans une moindre mesure la quatrième étape) ont pu être menées à bien.



## Réalisations

Le travail a conduit à l'élaboration d'un jeu de données propres et normalisées (étape préalable et nécessaire à la modélisation de la base). Pour ce faire, plusieurs chantiers ont été menés :

- constitution d'un échantillon suffisamment représentatif composé des données de publications fournies par 9 éditeurs et des données de l'enquête APC et sélection des variables à conserver,
- choix des enrichissements (*OpenAlex* et BSO),
- élaboration de dictionnaires internes pour la normalisation des données,
- développements de plusieurs scripts sur *Rstudio* permettant le nettoyage, l'agrégation, la normalisation et l'enrichissement des données

A noter, d'autres scripts ont également été développés, offrant des enrichissements particulièrement utiles à l'équipe APC pour affiner et faciliter la consolidation des données fournies par les établissements dans le cadre de l'enquête APC.

La dernière phase du projet a été consacrée à la création de deux tableaux de bord sur Power BI proposant une visualisation dynamique des résultats de l'enquête APC et des données éditeurs mis en regard avec les données de l'enquête APC lorsque cela est pertinent. Ces propositions de visualisations dynamiques offrent un aperçu de ce que pourrait proposer l'outil BivOAC une fois la base de données mise en place et connectée à un outil de visualisation.

# Exemple d'un tableau de bord dynamique

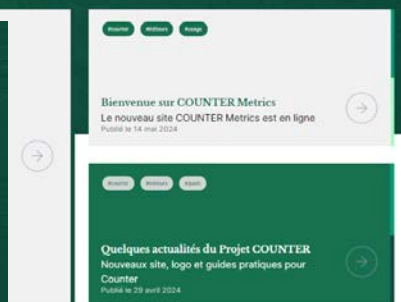


Pour aller plus loin : mise en place d'un tableau de bord Power BI présentant les résultats de l'enquête APC 2017-2022 [Lien](#)

# SERVICES ET PROSPECTIVE

## ◆ Renforcement de la communication des groupes de travail

Les trois sites satellites des GT Science ouverte, indicateurs et ebooks ont été créés et enrichis en 2023 et mettent en ligne de nombreuses informations partagées.



## ◆ La Cellule E-Books (CEB)

**Bientôt un nouvel e-manuel en accès ouvert en sciences juridiques, soutenu par des établissements Couperin**

Malgré une période de ralentissement de ses activités en 2023, la Cellule E-Books a maintenu son expertise dans un environnement en constante évolution.

En tant qu'acteur clé, le groupe a continué à fournir un soutien essentiel aux négociateurs impliqués dans la gestion des ressources électroniques, tout en assurant une surveillance proactive des plateformes, des contenus, des modèles économiques, des nouveaux modes de diffusion et de monétisation, ainsi que les questions liées aux statistiques de consultation et aux tendances d'utilisation.

En 2023, capitalisant sur le succès antérieur du *e-manuel* "Initiation aux études historiques", la cellule ebook a accompagné la création d'un deuxième e-manuel dans le domaine des sciences juridiques. Ce projet, encore en cours, est mené en collaboration avec la bibliothèque interuniversitaire Cujas, l'Institut de recherche juridique de la Sorbonne, les éditions Nouveau Monde et Numérique Premium.

La Cellule E-Books s'affirme comme un espace dédié à la collecte et au partage des meilleures pratiques en matière de promotion et de diffusion des ebooks en France.

C'est un lieu favorisant les échanges entre ses membres et avec les divers acteurs de l'industrie du livre électronique. C'est pourquoi elle aspire à élargir son équipe en recrutant de nouveaux membres passionnés et qualifiés. Cette expansion vise à dynamiser les efforts et à garantir l'engagement en continu du consortium dans la promotion et la diffusion des connaissances dans le domaine passionnant des livres électroniques.



## Renforcement de l'appui aux négociations sur les volets science ouverte

### GTSO NegOA

Durant l'année 2023, le groupe NegOA a poursuivi son soutien aux négociateurs Couperin pour les volets OA des négociations ainsi que son travail d'information de la communauté des établissements membres sur les enjeux autour de la publication en accès ouvert chez les éditeurs commerciaux.

Le groupe a publié les résultats de l'enquête lancée en 2022 sur les clauses « Science ouverte » des accords Couperin et les politiques des établissements membres relatives aux APC : <https://gtso.couperin.org/gtnegoa/resultats-de-lenquete-2022/>

Le groupe a organisé un webinar de présentation sur l'accord avec EDP Sciences, conclu dans le cadre du plan de soutien à l'édition française : <https://www.dailymotion.com/video/x8m52sp>

Le groupe a également accompagné les négociateurs Couperin de différentes façons :

- Travail de veille sur les accords négociés par des consortiums de différents pays avec l'éditeur Elsevier.
- Travail sur un tableau d'analyse des accords et propositions commerciales des éditeurs ayant un volet portant sur la publication en accès ouvert.
- Participation aux travaux du département des négociations Couperin pour inclure des éléments concernant les négociations d'accords de publication et de lecture (lettre de cadrage 2024, consignes aux négociateurs, licence type et lettre de cadrage)

### GTSO Juridique

L'essentiel du travail du groupe juridique en 2023 s'est concentré sur une enquête, quantitative et qualitative, sur l'application du Plan S par les professionnels de l'IST dans les établissements de l'ESR français. Le Plan S et la stratégie de non-cession des droits sont-ils connus, appliqués ? Quelle mise en pratique et quelles difficultés sont rencontrées sur le terrain ? Quelles pistes de formations ?

L'enquête a consisté à interroger 278 professionnel.le.s par voie de questionnaire, d'une part, et à mener des entretiens/retours d'expérience avec 8 d'entre eux, d'autre part.

Cette enquête a donné lieu à une synthèse chiffrée pour le questionnaire, et une seconde synthèse sur les retours d'expérience a été finalisée début 2024. Ces deux synthèses permettent de dresser un bilan d'étape sur l'application et la perception du Plan S / de la stratégie de non-cession des droits, par le prisme des professionnels de l'IST.

**L'enquête et sa synthèse ont été diffusées sur le site web du GTSO :**  
<https://gtso.couperin.org/gtjuridique/le-plan-s/>

Le groupe a également participé à l'activité de Couperin et de la communauté de manière plus ponctuelle :

- intervention sur le cadre juridique dans le cadre de la formation ENSSIB "De l'archive ouverte à la Science Ouverte" (janvier 2024)
- avis juridique sur des questions ponctuelles remontées par les membres Couperin (sur la traduction, sur les clauses de contrats d'édition, notamment)
- rédaction d'une note sur les *non-consumptive rights*, et participation à la réflexion en cours sur les clauses IA des licences d'acquisition de ressources numériques
- participation au groupe de travail sur la refonte de la licence-type Couperin

Enfin, le groupe a connu un profond renouvellement de sa composition tout au long de l'année puisque sur les 8 membres du début de l'année, seuls quatre sont encore présents à la fin de l'année, et quatre autres sont venues les remplacer, dont deux avec une formation de juriste.

## Synthèse de l'enquête sur l'application du Plan S par les professionnels de l'IST dans les établissements de l'ESR français disponible sur le site web du GTSO



# Quelles connaissances du Plan S ?

Enquête menée par le GTSO Couperin en 2023



Lien vers l'analyse

## CONTEXTE

- Une enquête diffusée en ligne, menée en novembre 2022
- À destination des personnels d'appui à la recherche

278 RÉPONSES  
complètes analysées

**2/3** des répondants  
travaillent dans 1  
BU ou 1 SCD

## POURQUOI ?

- Mesurer le niveau d'appropriation du **Plan S** par les professionnels IST
- Identifier les besoins éventuels d'accompagnement

## — LES RÉSULTATS

- **25 %** ont été sollicités par leur communauté, **MAIS**
- **16 %** ont effectivement accompagné des chercheurs dans la démarche de non-cession des droits

- Plus de la moitié des répondants déclare avoir une **connaissance insuffisante ou nulle** du Plan S

Quelle connaissance pensez-vous avoir du Plan S ?



- Des outils connus mais peu utilisés  
DOAJ, Sherpa Romeo, Mir@bel, Journal Checker Tool

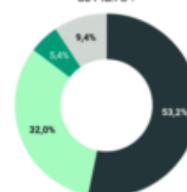
## — LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

- 1 répondant sur 5 déclare **ne pas savoir à qui s'adresser**
- C'est un **sujet qui apparaît complexe** tant sur le plan administratif que sur le plan scientifique

- Un **manque de visibilité** sur les projets de recherche

■ Seuls **5,4%** des répondants ont une **visibilité complète** des projets de recherche relevant d'un financement soumis au Plan S au sein de leur structure

Quelle visibilité avez-vous sur les projets relevant du Plan S ?



## Les actions

- Mieux identifier les services et les interlocuteurs



La mise en oeuvre du Plan S implique **une logique de coordination entre les différents services** appelés à intervenir

- Un besoin d'accompagnement qui prendrait différentes formes



Mettre en place des actions de formations, développer des guides et **favoriser le partage d'expériences**, pour une meilleure **maitrise** :

- de la **stratégie de non-cession des droits**,
- des **accords transformants**, du **modèle diamant** et des **APC**,
- des outils.

## ◆ Le Groupe de travail sur les Indicateurs (GTI)

Les différentes implications de ses membres dans les projets nationaux et internationaux (Counter, ezMESURE, ESGBU, etc.) se sont poursuivies au même rythme que les années précédentes.

### Implication dans le projet COUNTER

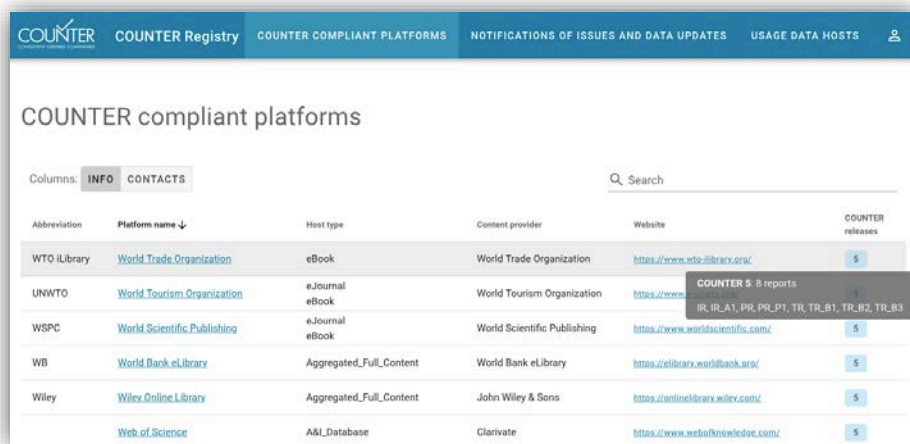
Le projet Counter, né en 2002, a pour objet de proposer aux éditeurs de produits documentaires en ligne ainsi qu'à leurs clients, un cadre commun pour le décompte de l'usage des contenus proposés, sous la forme d'un « Guide de bonnes pratiques » (*Code of Practice* : <https://www.projectcounter.org/code-of-practice-sections/general-information/>).

Ce guide et les rapports constituent aujourd'hui un standard *de facto* de la mesure de l'usage des ressources documentaires académiques et de recherche. La construction d'indicateurs et d'outils faisant appel à ce type de données, doit très pragmatiquement reposer sur cet existant permettant l'agrégation et la comparaison de données homogènes. L'implication de membres du GTI dans le comité exécutif et dans le groupe consultatif technique (*Technical advisory group*) a permis de faire avancer le standard Counter 5.

La **version 5.1** est publiée depuis mai 2023 et **les fournisseurs doivent s'y conformer pour janvier 2025**.

Le groupe fait également un retour d'expérience des outils mise en place autour du guide de bonnes pratiques, comme le **registre de conformité Counter** (*Counter Registry of compliance* : <https://registry.projectcounter.org/>) qui permet de lister et connaître la conformité des éditeurs à la version 5 et de suivre l'état des audits, qui sont à réaliser régulièrement par les éditeurs auprès d'organismes auditeurs tiers.

Figure : capture d'écran du registre, avec l'étiquette du numéro de version (5) et le détail des rapports disponibles, pour chaque point d'accès



Abbreviation	Platform name	Host type	Content provider	Website	COUNTER releases
WTO iLibrary	<a href="#">World Trade Organization</a>	eBook	World Trade Organization	<a href="https://www.wto-ilibrary.org/">https://www.wto-ilibrary.org/</a>	5
UNWTO	<a href="#">World Tourism Organization</a>	eJournal eBook	World Tourism Organization	<a href="https://www.unwto.org/">https://www.unwto.org/</a>	5 COUNTER 5.1 reports (IR, IR_A1, PR, PR_P1, TR, TR_B1, TR_B2, TR_B3)
WSPC	<a href="#">World Scientific Publishing</a>	eJournal eBook	World Scientific Publishing	<a href="https://www.worldscientific.com/">https://www.worldscientific.com/</a>	5
WB	<a href="#">World Bank eLibrary</a>	Aggregated_Full_Content	World Bank eLibrary	<a href="https://elibrary.worldbank.org/">https://elibrary.worldbank.org/</a>	5
Wiley	<a href="#">Wiley Online Library</a>	Aggregated_Full_Content	John Wiley & Sons	<a href="https://onlinelibrary.wiley.com/">https://onlinelibrary.wiley.com/</a>	5
	<a href="#">Web of Science</a>	AIJ_Database	Clarivate	<a href="https://www.webofknowledge.com/">https://www.webofknowledge.com/</a>	5

Le groupe s'est impliqué dans la traduction des supports en français du standard Counter 5 dans sa version 5.1, en particulier pour les « guides conviviaux » qui proposent des synthèses plus digestes vers des publics distincts (bibliothécaires, éditeurs, prestataires techniques). Celles-ci sont désormais disponibles dans la nouvelle médiathèque (<https://medialibrary.projectcounter.org/>) du site Counter où toutes les nouvelles vidéos et supports de formation sont aussi mises en ligne.

### Le travail sur les normes

La traduction de la norme 2789 est en cours de finalisation avec une échéance en fin d'année. Coordonné par l'AFNOR, un travail de traduction sur la norme 11620 pourrait voir le jour cette année. Pour rappel, les données et indicateurs concernant les bibliothèques et centres de documentation font principalement l'objet de trois normes ISO construites « en cascade » : 2789 (définissant les données), 11620 (définissant des méthodes de construction d'indicateurs et donnant en annexe quelques exemples) et 16439 (définissant les méthodes et procédures pour évaluer l'impact des bibliothèques).

# LE CHANTIER DE REFONTE *ez*MESURE

L'année 2023 a été une année de grand chantier pour l'équipe ezTeam, équipe mixte Couperin-INIST, avec la refonte de l'application ezMesure, plateforme dédiée à la détection, à la collecte, à l'enrichissement et à la visualisation dynamique et des données d'usages des ressources électroniques. Les établissements du consortium ont désormais accès à une interface de gestion fine de leurs droits dans ezMesure, pour un ou plusieurs établissements (cas des établissements « complexes » comme les EPE, SICD, etc.). Cette nouvelle interface facilite grandement le travail de déclaration et collecte nécessaire à la bonne conduite de l'eSGBU.



**L'ezTEAM, une collaboration Couperin-INIST de longue date pour le suivi des usages des ressources électroniques**

## **La gestion des moissonnages ezCOUNTER à grande échelle après une grande refonte de l'application ezMesure**

Actuellement ezMesure moissonne, héberge et présente les données d'usage de 160 établissements :

<https://ezmesure.couperin.org/partners>

La plateforme peut accueillir l'ensemble des 260 établissements membres du consortium. La plupart des établissements qui « entrent » dans ezMesure le font désormais pour déclarer, tester puis valider dans un formulaire dédié leurs identifiants SUSHI qui permettent à l'ezTeam de moissonner pour eux les rapports d'usage Counter 5 mis à disposition par les [éditeurs conformes](#).

## **EZCounter pour faciliter le remplissage de l'enquête ESGBU**

Conçue comme un point central de déclaration et de moissonnage, ezCounter travaille facilement à une échelle consorciale en déclenchant des moissons collectives : tous les rapports disponibles, pour tous les points d'accès disponibles et conformes, pour tous les établissements qui ont fourni des identifiants ! Un mécanisme de reprise est intégré et géré par une file d'attente, qui relance les rapports restés en attente.

Une fois les moissons conduites, les tableaux génériques (dont un tableau dédié à l'eSGBU – volet usage numérique) fournis dans tous les espaces \*éditeurs\* des établissements se remplissent avec les dernières données récupérées.

<https://blog.readmetrics.org/2024/03/ezcounter-enquete-nationale-esgbu-collecte-2024-des-donnees-2023/>

## **EZCounter en appui aux négociations**

La présence d'un nombre conséquent d'établissements désormais dans ezMesure, qui ont renseigné leurs identifiants, couplée à la possibilité de moissonner rapidement pour une durée couvrant de plusieurs années (selon la disponibilité des données chez les éditeurs : généralement depuis le début 2021) permettent de proposer assez rapidement des **tableaux de bord dédiés aux négociations**, qui agrègent toutes les données d'usage pour tous les établissements et les présentent dans un tableau de bord unique, facile d'accès et de manipulation. C'est une proposition que nous renforçons dans la mouture actuelle d'ezMesure/ezCounter.



# DÉVELOPPER LA SCIENCE OUVERTE

## *E-manuel* pour l'initiation aux études juridiques en accès ouvert

Avec le soutien de Couperin, la bibliothèque interuniversitaire Cujas, l'Institut de recherche juridique de la Sorbonne, les éditions Nouveau monde et Numérique premium se sont associés pour créer un manuel numérique d'initiation aux études juridiques. Ce manuel ouvert, enrichi et interactif s'inscrit dans la lignée du manuel d'initiation aux études historiques et sera lancé à l'automne 2024. Trente-trois établissements membres de Couperin ont déjà participé à son financement ; les contributions sont toujours possibles *via* Consortia Manager. Couperin coordonne la collecte des financements et assurera le reversement aux partenaires.

## Soutien aux initiatives de Science ouverte

Couperin a lancé auprès de ses membres, comme l'année passée, une campagne d'adhésion à des tarifs négociés au DOAJ et à SPARC Europe qui a été élargi à Mir@bel, plateforme ouverte de référencement des revues, en 2023. Le Consortium a mis en place en 2024 une solution simplifiée d'adhésion par Consortia Manager pour 14 initiatives en faveur de la science ouverte. Pour rappel, le *Directory of Open Access Journals* assure au profit des bibliothèques académiques et de recherche ainsi que de la communauté des chercheurs, un travail de repérage, signalement et évaluation des revues en accès ouvert. Le *DOAJ* travaille également avec les éditeurs à la mise en conformité des revues en accès ouvert aux bonnes pratiques et critères de qualité scientifique et éditoriale.

*SPARC Europe* (<http://sparceurope.org/about/>) est une association de promotion de la Science ouverte, qui intervient auprès des instances européennes, nationales ou supranationales pour faire avancer les questions liées à l'ouverture des publications, des données, des ressources pédagogiques et de recherche.

Suite à cette campagne, 71 établissements français (63 en 2022) soutiennent le *DOAJ*, 51 (45 en 2022) *SPARC Europe* et 27 Mir@bel.

## OpenAIRE

Le projet OpenAIRE est désormais constitué en association, celle-ci se finance en répondant aux appels à projets de la Commission Européenne. Ces financements seront complétés par la suite par l'adhésion payante des membres et la facturation de certains services.

Le consortium Couperin est le *National Open Access Desk (NOAD)* d'OpenAIRE pour la France.

Le NOAD se fait le relai auprès de la communauté française des actions d'OpenAIRE vers les fournisseurs de données (principalement responsables d'archive ouvertes institutionnelles, mais aussi d'entrepôts de données de recherche) et assure également l'information et la formation des professionnels de l'IST ou des chercheurs eux-mêmes, notamment par l'intermédiaire de l'ENSSIB. Des formations par webinaire sont régulièrement dispensées avec des focus sur le service [OpenAIRE Graph](#) en particulier.

## ORCID

Le consortium ORCID France regroupe 54 membres en 2023. Parmi eux une dizaine d'établissements ont intégré ORCID dans leur système d'information. L'Abes a travaillé à une documentation qui présente les différents niveaux d'implication possibles pour les établissements. Dans sa lettre de cadrage, Couperin demande désormais aux éditeurs d'implémenter les identifiants uniques dans leurs métadonnées.

**Un soutien aux initiatives de Science ouverte toujours plus important : 108 k€ en 2023**

**DOAJ : 61 k€  
71 établissements**

**SPARC Europe : 24 k€  
51 établissements**

**Mir@bel : 23 k€  
27 établissements**